



062

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert
N° 062/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/2026 du 28 JUL 2026
passé, en procédure d'urgence, pour l'acquisition du mobilier de bureau destiné à
l'ameublement de certains services dans le nouvel immeuble siège du MINTP.

Financement : Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercice 2026.

Imputation : 60 36 373 1 33000007 0451 524118

1- Objet

Dans le cadre de l'exécution du Budget de l'Exercice 2026, le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance, en procédure d'urgence, un Appel d'Offres National Ouvert pour la réalisation de l'opération sus indiquée.

2- Consistance de la fourniture

La fourniture, objet du présent Appel d'offres, consiste en l'acquisition du mobilier de bureau déterminé selon le Cahier des Spécifications Techniques et les quantités indiquées au Devis Quantitatif et Estimatif, à livrer au nouvel immeuble siège du Ministère des Travaux Publics sis à Etoudi, Nouveau Centre Administratif/Yaoundé.

3- Allotissement :

Le présent appel d'offres comporte un seul lot.

4- Coût prévisionnel :

Le coût prévisionnel de l'opération, à l'issue des études, est de deux cent trente-six millions six cent soixante-dix-huit mille deux cent cinquante (236 678 250) FCFA Toutes Taxes Comprises.

5- Délai de livraison et le lieu :

Le délai de livraison, prévu par le Maître d'Ouvrage, est de cent vingt (120) jours calendaires et la livraison se fera à l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics sis à Etoudi, Nouveau Centre Administratif/Yaoundé.

6- Participation et origine :

La participation est ouverte à égalité de conditions à toutes les Entreprises de droit camerounais exerçant dans le secteur de la production et / ou de vente de meubles.

7- Financement :

La fourniture, objet du présent Appel d'Offres, est financée par le Budget d'Investissement Public du MINTP, Exercice 2026, Imputation : 60 36 373 1 33000007 0451 524118, pour un coût prévisionnel total de deux cent trente-six millions six cent soixante-dix-huit mille deux cent cinquante (236 678 250) FCFA TTC.

AE 2

8- Mode de soumission

Le mode de soumission est en ligne exclusivement, selon les modalités y afférentes indiquées par la Pièce N°15 du Dossier d'Appel d'Offres.

9- Caution de Soumission

Les offres devront être accompagnées d'une caution de soumission timbrée, acquittée à la main, établie selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres (Annexe 3 Pièce N°10), et accompagnée du récépissé de sa constitution, émis par la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC). Elle devra être délivrée par un organisme financier de première catégorie, autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics et dont la liste est jointe au Dossier d'Appel d'Offres, au titre de sa Pièce N°14.

Ladite caution sera d'une durée de validité de cent vingt (120) jours, à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres, et sera d'un montant d'un million cent quatre-vingt mille (1 180 000) FCFA.

- *La caution de soumission présentée par un soumissionnaire, au cours de la séance d'ouverture des fichiers, est irrecevable.*
- *La caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la soumission concernée est considérée comme absente.*
- *Une caution de soumission produite, même régulière, sans attestation de la CDEC est considérée comme inexistante.*

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables auprès des services du Maître d'Ouvrage, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du Bâtiment A du nouvel Immeuble Siège du Ministère des Travaux Publics abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics sis à ETOUDI au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, dès la publication du présent avis.

La version électronique quant à elle peut être consultée sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchepublic.com> et <http://www.publiccontrats.cm>, dès publication du présent avis.

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres :

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu dans les services du Maître d'Ouvrage, Direction des Contrats, Cellule des Appels d'Offres, située au 4ème étage du Bâtiment A du nouvel Immeuble Siège du Ministère des Travaux Publics abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics sis à ETOUDI au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable, au titre des frais d'achat du dossier, de cent vingt mille (120 000) Francs CFA. Il est également possible de l'obtenir aux adresses sus indiquées. *Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du Dossier d'Appel d'Offres.*

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant le candidat désireux de participer à la consultation.

Acl 3

12- Remise des offres:

La soumission *se fera exclusivement en ligne*, l'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme GOLEPS, au plus tard, le 26 AOÛT 2026 à 11 heures.

Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, accompagnée de l'accusé de réception sur plateforme, l'original de la caution de soumission, ainsi que celui du récépissé de sa consignation à la Caisse des Dépôts et Consignations (CDEC) devront parvenir sous pli fermé au Ministère des Travaux Publics, Direction des Contrats située au 4^{ème} étage de l'Immeuble siège du Ministère des Travaux Publics (MINTP), sis au quartier ETOUDI au lieu-dit Nouveau Centre Administratif, au plus tard le 26 AOÛT 2026 à 11 heures, et déposée contre récépissé. Ce pli devra porter la mention :

062 « APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 062/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/2026 du 28 JUIN 2026
PASSE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR L'ACQUISITION DU MOBILIER DE
BUREAU DESTINE A L'AMEUBLEMENT DE CERTAINS SERVICES DANS LE
NOUVEL IMMEUBLE SIEGE DU MINTP
COPIE DE SAUVEGARDE,
ORIGINAL DE LA CAUTION DE SOUMISSION ET COPIE
DU RECEPISSE DE CONSIGNATION DE LA CDEC ».

Les tailles maximales des documents ou fichiers qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du Soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif (Fichier 1) ;
- 15 MO pour l'Offre Technique (Fichier 2) ;
- 5 MO pour l'Offre Financière (Fichier 3).

Les formats acceptés sont les suivants:

- Format PDF pour les documents textuels;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser les logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13-Présentation des offres:

Les documents constituant les offres seront rédigés en français ou en anglais, répartis en trois fichiers, ci-après indiqués :

- Fichier A contenant le dossier administratif ;
- Fichier B contenant l'offre technique ;
- Fichier C contenant l'offre financière.

Les différentes pièces de chaque fichier seront numérotées dans l'ordre du Dossier d'Appel d'Offres et séparées par des intercalaires de couleur autre que la couleur blanche.

14-Recevabilité des offres:

La soumission *se fera exclusivement en ligne*; l'offre devra être transmise par le Soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard, le 26 AOÛT 2026 à 11 heures.

Toute offre incomplète, conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres, sera déclarée irrecevable. Notamment, l'absence de la caution de soumission (accompagnée du récépissé ad hoc émis par la Caisse de Dépôts et Consignations), délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie, agréée par le Ministère en charge des Finances, pour émettre les cautions dans le domaine des Marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre, sans aucun recours.

15-Ouverture des Fichiers

L'ouverture des offres se fera en un temps, pour les trois fichiers A (contenant le dossier administratif), B (contenant l'offre technique) et C (contenant l'offre financière), et aura lieu le ~~12~~ **6 AOÛT 2026**, dès 12 heures, dans la salle affectée à la Commission Interne de Passation des Marchés des Services, des Prestations Intellectuelles et des Approvisionnements Généraux (CIPM-SPIAG) sise au sous-sol n°1 (Porte -1/17) de l'immeuble siège du Ministère des Travaux Publics à Yaoundé au lieu-dit Nouveau Centre Administratif.

Les Soumissionnaires, qui le désirent, peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix, dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises autorisé.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois, à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres (à l'exception du Numéro d'Identifiant Unique et de l'Attestation de Conformité Fiscale qui doivent dater d'au plus un (01) mois).

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif, lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

16- Critères d'évaluation

Les offres seront évaluées sur deux natures de critères ; les critères éliminatoires et les critères essentiels. Le non-respect de ces critères peut conduire au rejet des offres du Soumissionnaire.

16-1 Critères éliminatoires

A- Pour le dossier administratif

- a) Absence de la caution de soumission, à l'ouverture des fichiers, délivrée par un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés publics.

NB : - La caution de soumission présentée par un soumissionnaire, au cours de la séance d'ouverture des fichiers, est irrecevable.

- **La caution de soumission produite, mais n'ayant aucun rapport avec la soumission concernée est considérée comme absente.**

AS3

- Une caution de soumission produite, même régulière, sans attestation de la CDEC est considérée comme inexistante.
- b) Non-production, au-delà du délai de 48 heures, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des Fichiers.

B- Pour l'offre technique

- a) Absence ou non-conformité de la déclaration sur l'honneur attestant que le Soumissionnaire n'a pas abandonné un Marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défailtantes établie par le MINMAP ;
- b) Absence de justificatif d'exercice dans le domaine de la fourniture (mobilier), objet de l'Appel d'Offres ;
- c) Absence de prospectus en couleur, catalogue, dessin ou fiche technique produit par le fabricant ;
- d) Absence d'une capacité financière d'un montant au moins égal à 70 000 000 de FCFA ; établie par une banque de 1er ordre ;
- e) Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- f) Absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales ;

C- Pour l'offre financière

- a) Absence ou non-conformité d'une Soumission timbrée, datée et signée ;
- b) Absence ou non-conformité du Devis Quantitatif et Estimatif daté, signé et cacheté à la dernière page ;
- c) Absence ou non-conformité du Bordereau des Prix Unitaires avec indication des prix hors TVA en chiffres et en lettres, paraphé à toutes les pages et signé à la dernière page ;
- d) Omission d'un Prix Unitaire quantifié.

D- Pour les critères d'ordre général

- a) Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses, pièces falsifiées ou non authentiques ;
- b) Non-respect d'au moins 7 critères sur l'ensemble des 9 critères essentiels ;
- c) Non-respect du format de fichiers des offres soumises en ligne.

16-2 Critères essentiels

- a) Présentation de l'offre sur 01 critère ;
- b) Planning et délai de livraison sur 01 critère ;
- c) Garantie sur 01 critère ;
- d) Service après-vente sur 01 critère ;
- e) Références (RF) du Soumissionnaire sur 01 critère ;
- f) Matériel du Soumissionnaire sur 01 critère ;
- g) Non-respect de 80 % des caractéristiques techniques sur 01 critère ;
- h) Preuve d'acceptation des conditions du Marché validé sur 01 critère ;
- i) Personnel clé sur 01 critère.

17- Attribution du Marché

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et ayant été évaluée la moins disante.

Par ailleurs, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de ne pas attribuer le Marché dans le cadre du présent Appel d'Offres à un Soumissionnaire ayant déjà été cocontractant d'un Marché de fourniture au MINTP et dont les performances ont été jugées peu satisfaisantes ou ayant fait l'objet d'un constat de défaillance ou d'une résiliation.

18- Durée de validité des offres :

Les Soumissionnaires seront engagés par leurs offres pendant une période de cent-vingt (120) jours, à compter de la date limite fixée pour le dépôt des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au 4ème étage de l'Immeuble siège du Ministère des Travaux Publics, sis à Etoudi au lieu-dit Nouveau Centre Administratif. Ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses [http ;//www.marchepublic.com](http://www.marchepublic.com) et [http ;//www.publiccontrats.cm](http://www.publiccontrats.cm).

20- Assistance technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme COLEPS, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS au numéro (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

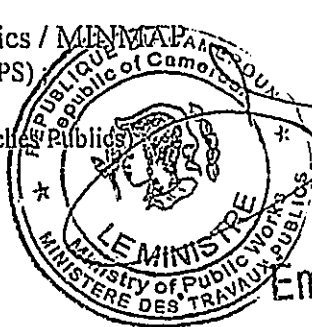
21- Lutte contre la corruption et mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 3707 48, l'ARMP.

Yaoundé, le **28 JUIL 2026**

Copie :

- Autorité chargée des Marchés Publics / MINMAP
(Pour publication sur la plateforme COLEPS)
- ARMP
(Pour publication dans le Journal des Marchés Publics)
- MINTP ;
- CIPM-SPIAG ;
- Affichage / Chrono / Archive.



[Signature]
Emmanuel NGANOU D.



062

Open National Call for Tenders

No. 062/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/2026 of 28 JUL 2026

In emergency procedure, for the purchase of office furniture to equip some services in the new headquarters building of MINTP.

Financing: MINTP Public Investment Budget, 2026 Financial Year.

Line: 60 36 373 1 33000007 0451 524118

1- Purpose

As part of the implementation of the budget for the financial year 2026, the Minister of Public Works, Project Owner, hereby issues in emergency procedure an Open National Call for Tenders for the execution of the above-mentioned operation.

2- Nature of the Supply

The supply, which is the subject of this Call for Tenders, consists of the acquisition of office furniture determined in accordance with the special technical specifications and the quantities indicated in the Bill of Quantities, to be delivered and installed in the new headquarters building of the Ministry of Public Works located at Etoudi, New Administrative Centre/Yaoundé.

3- Allotment:

The supply shall be tendered for in a single lot.

4- Estimated Cost:

The estimated cost of the operation, following studies, is two hundred and thirty-six million, six hundred and seventy-eight thousand, two hundred and fifty (236,678,250) CFA francs, including taxes.

5- Delivery Time Frame and Place:

The delivery time frame specified by the Project Owner is one hundred and twenty (120) calendar days and delivery will take place at the Ministry of Public Works' headquarters building located at Etoudi, New Administrative Centre.

6- Eligibility:

Participation is open on equal terms to all companies governed by Cameroonian law and operating in the furniture production and/or sale sector.

7- Financing:

Supplies under this Call for Tenders shall be financed by the MINTP Public Investment Budget, Financial Year 2026., Line: 60 36 373 1 33000007 0451 524118, for a total estimated cost of two hundred and thirty-six million, six hundred and seventy-eight thousand, two hundred and fifty (236,678,250) CFA francs, including taxes.

8- Bidding Method:

Bidding is exclusively online, in accordance with the relevant procedures set out in document 15 of the Tender Documents.

9- Bid Bond

Tenders must be accompanied by a stamped, hand-paid bid bond, drawn up in accordance with the model indicated in the Tender Documents (Appendix 3, Document No. 10), along with the receipt from the Deposit and Consignment Fund (CDEC). It must be issued by a first class body or financial institution authorised by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts; the list is attached in the Tender Documents as Document 14.

The said bid bond, worth one million, one hundred and eighty thousand (1, 180,000) CFAF, shall be valid for one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline.

N.B:

- *A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.*
- *A bid bond submitted but unrelated to the bid in question is considered invalid.*
- *A bid bond submitted, even if valid, without a CDEC certificate is considered non-existent.*

A bid bond having no connection with the bid concerned will not be taken into account.

10- Consultation of Tender Documents:

Tender documents can be consulted during working hours at the Project Owner's offices, Department of Contract, Tenders Unit, situated on the 4th floor of the headquarters building of the Ministry of Public Works (MINTP) located at Etoudi, New Administrative Centre, upon publication of this call for tenders. As for the soft copy, it can be consulted on the COLEPS platform at the addresses <http://www.marchespublic.com> and <http://www.publiccontrats.cm>, upon publication of this Call for Tenders.

11- Acquisition of Tender Documents:

Tender documents may be obtained during working hours at the Project Owner's offices, Department of Contracts, Tenders Unit, situated on the 4th floor of the headquarters building of the Ministry of Public Works (MINTP), located at Etoudi, New Administrative Centre, upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of one hundred and twenty thousand (120,000) CFA francs. It is also possible to obtain the soft copy at the addresses indicated above. *However, on-line tendering shall be subject to the payment of the Tender Documents purchase fee.*

Such receipt must identify the payer as the representative of the candidate willing to participate in the Consultation.

12- Submission of Tenders:

Bids shall be exclusively submitted online, on COLEPS platform no later than 26 AOUT 2026 at 11 a.m.

A back-up copy of the bid saved in a USB drive or CD/DVD, together with the platform acknowledgement receipt, the original of the bid bond and that of the Deposit and Consignment

A 8

Fund (CDEC) acknowledgement receipt, shall be submitted, against a receipt, in a sealed envelope, at the Ministry of Public Works, Department of Contracts, Tenders Unit situated on the 4th floor of the headquarters Building A of the Ministry of Public Works (MINTP), located at Etoudi, New Administrative Centre, latest on ~~26 AOUT 2026~~ at 11 a.m. It shall bear the following:

062 OPEN NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 062/AONO/MINTP/CIPM-SPIAG/2026 of 28 JUL 2026
IN EMERGENCY PROCEDURE FOR THE PURCHASE OF OFFICE FURNITURE
TO EQUIP SOME SERVICES IN THE NEW HEADQUARTERS BUILDING OF
MINTP
BACKUP COPY,
THE ORIGINAL OF THE BID BOND AND A COPY
OF THE CDEC CONSIGNMENT RECEIPT”.

The maximum size of the documents or files that will transit on the platform and constitute the bidder's offer shall be as follows:

- 5 MB for Administrative Documents (file A);
- 15 MB for the Technical Offer (file B);
- 5 MB for the Financial Offer (file C).

Accepted formats include:

- PDF format for texts;
- JPEG for images.

Candidates shall make sure that a compression software is used to reduce the size of the files to be forwarded.

13- Presentation of Offers:

Tender constituent documents shall be drafted in French or English, presented in three files, as indicated below:

- File A containing administrative documents;
- File B containing the technical offer;
- File C containing the financial offer.

The different documents of each file shall be numbered as indicated in the Tender Documents and separated by dividers of the same colour, other than white.

14-Bid Admissibility:

For online tendering, the bid must be forwarded by the bidder on COLEPS platform no later than ~~26 AOUT 2026~~ at 11 a.m.

Any bid not complying with the requirements of this Call for Tenders and Tender Documents shall be rejected. The absence of a bid bond (accompanied by the ad hoc receipt issued by the Deposit and Consignment Fund) issued by a first class body or financial institution authorised, by the Ministry in charge of finance, to issue bonds in the field of public contracts

A 3

or failure to comply with the model documents in the Tender Documents, will lead to the outright rejection of the bid, without any possible petition.

15-Opening of Bids/Files

Opening of Tenders shall be done at once for the three files, A (containing administrative documents), B (containing the technical offer) and C (containing the financial offer), on **26 AOUT 2026**, at noon in the meeting room of the Internal Tenders Board for Services and General Procurement (CIPM-SPIAG) located in basement No. R-1 (Door N°-1/17) of Building A of the Headquarters of the Ministry of Public Works in Yaoundé.

Tenderers may attend the opening session or be represented there by a duly mandated person of their choice, if they wish, even in the case of an authorised consortium.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the other relevant administrative documents, certified by the issuing service, or administrative authority, in keeping with the requirements of the Special Tenders Regulation. They must date no more than three (3) months from the initial tender submission deadline or must have been established after the date of signature of the Call for Tenders.

In the event of the absence or non-compliance of any document in the administrative file during the tender opening session, despite the 48-hour deadline extension granted by the Board, the bid will be rejected.

16- Evaluation Criteria

Tenders will be assessed based on two criteria: eliminatory criteria and essential criteria. Failure to comply with these criteria may result in the rejection of tenders.

16- 1 Eliminatory criteria

A- For the administrative file

- a) Absence of a bid bond during the opening of files, issued by a first class financial institution authorised by the Ministry in charge of Finance to issue bonds within the framework of public contracts.

Note:

- *A bid bond submitted by a bidder during the bid opening session is inadmissible.*
- *A bid bond submitted but unrelated to the bid in question is considered invalid.*
- *A bid bond submitted, even if valid, without a CDEC certificate is considered non-existent.*

- b) Failure to submit a document deemed non-compliant or missing from the administrative file during the file opening session;

B- For the technical offer

- a) Absence of formal declaration attesting that the bidder did not abandon a contract over the past three years and is not on the list of defaulting companies drawn up by the Ministry of Public Contracts;
- b) Absence of proof of activity in the field of supply (furniture), the subject of the Invitation to Tender;
- c) No brochures in color, catalogue, drawing or technical data sheet produced by the manufacturer;
- d) Absence of a financial capacity of at least 70,000,000 CFA francs, established by a 1st class bank;
- e) Absence of the stamped and signed integrity charter;
- f) Absence of the declaration of commitment to respect environmental and social clauses;

C- For the financial offer

- a) Absence or non-compliance of a stamped, dated and signed bid;
- b) Absence or non-compliance of the Bill of Quantities, dated, signed and stamped on the last page;
- c) Absence or non-compliance of the Unit Price Schedule indicating prices exclusive of VAT in figures and words, initialled on every page and signed on the last page;

- d) Omission of a quantified Unit Price.

D- For General Criteria

- a) False declarations, fraud, forged or unauthentic documents;
- b) Failure to comply with at least 7 of the 9 essential criteria;
- c) Failure to comply with the file format for tenders submitted on-line.

16-2 Essential Criteria:

- a) Presentation on 1 criterion;
- b) Delivery schedule on 1 criterion;
- c) Warranty on 1 criterion;
- d) After-sale service on 1 criterion;
- e) Contractor's references on 1 criterion;
- f) Contractor's equipment on 1 criterion;
- g) Failure to meet 80% of the technical specifications on 1 criterion;
- h) Proof of acceptance of the terms and conditions of the contract on 1 criterion.
- i) Key staff on 1 criterion.

17-Contract Award

The Project Owner shall award the contract to the lowest bidder, whose offer is deemed to be substantially in keeping with the Tender Documents.

Besides, the Project Owner reserves the right not to award the contract to a former contractor, whose supply contract with MINTP has not been deemed satisfactory or has led to the establishment of shortcomings or to termination of contract.

18- Tender Validity:

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days, with effect from the tender submission deadline.

19- Further Information

Further information can be obtained during working hours on the 4th floor of the headquarters building housing some Services of the Ministry of Public Works, at Etoudi, New Administrative Centre or online on the COLEPS platform at the following addresses <http://www.marchepublic.com> and <http://www.publiccontrats.cm>.

20- Technical Assistance

For technical assistance, in the event of a problem related to the use of the COLEPS platform, please call MINMAP or send an SMS to the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

21- Fight Against Corruption and Malpractice

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517 or the Public Contracts Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 725 25 and 07 748, PCRA.

Yaounde, 28 JUL 2026

Copy:

- Authority in charge of Public Contracts/ MINMAP
(For publication on the COLEPS platform);
- PCRA
PCRA (for publication in the Public Contracts logbooks);
- MINTP;
- CIPM-SPIAG;
- The person concerned/Chrono/Archives.



Emmanuel NGANOU D.